Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 42 (2005)
Heft: 1651

Artikel: Un ciel noir pour Léman Bleu
Autor: Tille, Albert
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1013580

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Un ciel noir pour Léman Bleu

Dans un climat de confrontation, la TV locale genevoise peine à se restructurer. A l'inverse, la future chaîne vaudoise saisit au vol les avantages promis par la nouvelle loi sur la radio et la télévision.

Les TV locales sont nées avec de petits moyens. Soutenues la plupart du temps par des communes, elles ont apporté un service de proximité réel, mais limité. La progression attendue des recettes publicitaires n'a pas eu lieu. La nouvelle loi radio-TV a pris en compte cette expérience mitigée. Elle exige le regroupement des trop petits diffuseurs et leur accorde une part grandissante de la redevance. Trois stations locales vaudoises ont rapidement décidé de fusionner. Les diverses autorités communales acceptent de se dessaisir d'une partie de leurs prérogatives et s'allient avec Edipresse qui apporte ses importants moyens économiques et son savoir-faire en matière d'information. C'est une opération «gagnant/gagnant». L'éditeur prend pied dans le secteur grandissant de l'audiovisuel. Les communes s'assurent, par leur participation minoritaire, de la pérennité d'une information de proximité. Les téléspectateurs bénéficieront d'une chaîne plus complète et crédibilisée par une structure professionnelle renforcée.

Le Français plutôt que le Vaudois

La TV locale genevoise a eu, d'emblée, de meilleurs atouts que celles des autres cantons. Elle peut s'adresser à un auditoire potentiel nombreux et relativement homogène. Diffusant dans une riche métropole bancaire et internationale, elle aurait pu attirer les annonceurs. Mais la TV Léman Bleu, contrôlée majoritairement par la ville de Genève directement et à travers son réseau câblé, a accumulé les déboires et les insuffisances. Un directeur a confondu copinage, information et acquisition publicitaire. Une tentative de redresser la barre avec une structure rédactionnelle capable de diffuser une information crédible a échoué, faute de moyens. La structure actuelle n'est plus vivable. L'éditeur lausannois Edipresse, puis le français Hersant, se sont proposés pour professionnaliser la chaîne et imiter la solution vaudoise. La confrontation entre ces repreneurs potentiels a déclenché de surprenantes interrogations sur le caractère plus ou moins authentiquement genevois des deux prétendants. Genève a finalement tranché. Le sauveteur français paraît moins menaçant que le vaudois. Mais la confiance a ses limites. La ville de Genève entend rester majoritaire dans la nouvelle société, un rôle qui ne lui a pourtant pas particulièrement réussi jusqu'à maintenant. Et c'est le blocage. Car l'OFCOM, compétente pour proposer l'octroi de la concession, estime que l'autonomie de la chaîne dans la conception des programmes n'est pas garantie. Non sans raison. La position dominante d'une autorité publique est supportable dans une TV naissante qui limite son intervention politique à la retransmission des débats d'un législatif. Elle n'est plus acceptable lorsque les ambitions d'un média sont plus larges. *at*

Musées

Entre mécénat et service public

L'ouverture du ZPK, le centre Paul Klee à Berne, abrité par l'étonnante architecture de Renzo Piano, met une fois de plus en évidence l'aspect à la fois très américain du modèle suisse de construction des grands musées et leur gestion fort européenne. Les quatre institutions majeures ouvertes depuis 1992 ont été pratiquement financées en totalité par des investisseurs privés.

Les soixante-cinq millions de francs du bâtiment de la fondation Beyeler sont sortis de la poche du fondateur éponyme. Le musée Tinguely de Bâle est un don de quarante millions de l'entreprise Roche. La fondation Rosengart de Lucerne s'est financée elle-même et Maurice Müller, l'inventeur de la prothèse de hanche, a donné en argent et en nature plus de cent millions pour le musée Paul Klee. C'est à qui dotera sa ville de l'institution la plus spectaculaire et la plus prestigieuse dans un système quasi américain, qui n'existe nulle part ailleurs en Europe avec une telle intensité.

S'agissant des frais d'exploitation, le rôle des pouvoirs publics redevient important. A Riehen, chez Beyeler, la commune prend à sa charge l'entretien du parc et de la maison Borrower, et le canton de Bâle-Ville a contribué pendant les dix premières années aux frais de fonctionnement à hauteur de 1,5 million par année. Aujourd'hui la fondation est en difficulté et peine à trouver l'équilibre financier. Il est prévu que les collectivités paient 4,3 millions par an pour le fonctionnement du Centre Paul Klee, mais il manque toujours un million par année selon le magazine *Bilan* et la convention doit être renouvelée en 2007.

Aux Etats-Unis, les grands musées fonctionnent sans subventions et doivent couvrir leurs frais. C'est sans doute l'étroitesse du marché et du bassin de population qui rend ce modèle inapplicable en Suisse. Les institutions alémaniques, même situées dans des villes de taille moyenne, sont du niveau des très grandes métropoles. La Suisse romande est en revanche totalement hors-jeu. A l'aune de Beyeler, de Rosengart ou du ZPK, l'impossibilité de trouver un financement privé allant au-delà de vingt millions sur quarante pour le futur musée cantonal des Beaux-Arts de Lausanne, ainsi que les nombreuses réticences politiques, doivent sembler dérisoires. Et Genève ne semble guère mieux lotie.

Pourtant les très riches ne manquent pas en Suisse romande, mais le sport chic - voile, golf ou équitation - semble les inspirer davantage. Et puis il y a toutes ces grandes fortunes étrangères imposées au forfait, discrètement installées non loin du Léman. Est-il impossible de leur faire comprendre que bénéficier de la tranquillité fiscale, c'est bien, mais qu'un geste à l'égard des institutions du pays qui leur permet de vivre discrètement, ce serait encore mieux? En fait, c'est sûrement impossible. Si ces gens étaient soucieux du bien public, ils n'auraient bien sûr pas quitté leur pays. *jg*